

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**  
**(11<sup>e</sup> édition. – Juillet 2005)**

---

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**  
**(8<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)**

---

**ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2005**  
**RELATIF AUX PRIMES CONVENTIONNELLES ET À LA PRIME D'OUTILLAGE**  
**À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2006 (LIMOUSIN)**

NOR : *ASET0650350M*

IDCC : *1596, 1597*

---

Entre :

La fédération du bâtiment de la région Limousin ;  
La CAPEB de la région Limousin ;  
La fédération régionale des SCOP du bâtiment du Limousin,

D'une part, et

La CFDT construction, bois du Limousin ;  
L'union bâtiment de la région Limousin CFTC ;

Le syndicat du bâtiment de la région FO ;  
Le SNC-CGC bâtiment de la région Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article I. 31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990, les montants des primes conventionnelles, pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, applicables dans la région Limousin, sont modifiés ainsi qu'il suit :

L'exercice normal du métier ne peut donner lieu à l'attribution d'aucune prime particulière.

Seuls les travaux occasionnels, tels que définis ci-après, présentant des conditions d'insalubrité, de pénibilité ou de nuisance particulières seront indemnisés aux taux prévus.

#### **1. Travaux de fumisterie :**

##### *a) Travaux occasionnels de ramonage :*

- 0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;
- 0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

*b) Travaux occasionnels de démontage ou piquage de chaudière, travaux effectués dans les fours occasionnels, foyers, conduits et gaines de cheminées :*

- 0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;
- 0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

#### **2. Travaux en hauteur, dans l'eau, au marteau piqueur**

*a) Montage et démontage occasionnels d'échafaudages volants, d'échafaudages de pied, de grues, de sapines à hauteur supérieure à 10 mètres au bord du vide, mesurés à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol :*

- 1,26 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;
- 1,27 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

##### *b) Travaux occasionnels sur échafaudages volants ou nacelles :*

- 0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;
- 0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

##### *c) Travaux occasionnels à la corde à nœuds :*

- 0,94 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;
- 0,95 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

*d) Travaux occasionnels sans échafaudages à plus de 10 mètres au bord du vide, mesurés à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol :*

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

e) Travaux occasionnels dans plus de 10 cm d'eau :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

f) Utilisation pendant plus d'une heure d'un marteau piqueur ou d'un brise-béton :

0,94 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,95 € de l'heure du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

3. Pénibilité due aux conditions d'insalubrité, d'ambiance ou de nuisance

a) Utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à 4 heures de produits soumis à la législation fixant les conditions d'emballage ou d'étiquetage des substances et préparations dangereuses :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

b) Utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à 4 heures de matières caustiques, irritantes ou corrosives :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

c) Travaux effectués pendant une durée supérieure à 4 heures dans des vapeurs d'acide :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

d) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans des fosses d'aisance après vidange :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

e) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans des puits ou fouilles en tranchées dont le diamètre est inférieur à 2 mètres et la profondeur supérieure à 8 mètres :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

f) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans les locaux où la température à l'intérieur :

– ou bien est supérieure à 45 degrés ;

– ou bien est supérieure à 35 degrés et accuse une différence de 20 degrés par rapport à la température extérieure :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

g) Travaux exécutés avec port de casque et lance thermique :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

h) Travaux de projection de béton à la lance :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

i) Travaux de carottage et sciage de béton :

0,61 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

0,62 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

## **Article 2**

En ce qui concerne la prime d'outillage, l'assiette forfaitaire horaire est fixée à :

– 8,97 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

– 9,06 € à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

## **Article 3**

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et feront l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité.

Fait à Limoges, le 15 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)